

Article 19. Pour que l'intervention de l'employeur dans le cadre d'un plan PC privé puisse entrer en ligne de compte pour l'exonération prévue à l'article 38, alinéa 1^{er}, 17°, du Code des impôts sur les revenus 1992, les conditions suivantes doivent être remplies :

1. l'offre de l'employeur par laquelle il s'engage à intervenir dans le prix d'achat d'une configuration complète de PC, de périphériques et d'une imprimante, la connexion internet et l'abonnement à internet, ainsi que le logiciel au service de l'activité professionnelle, est décrite dans le plan PC privé;

2. les conditions qui sont reprises dans le plan doivent être identiques pour tous les travailleurs;

3. les conditions minimales auxquelles le plan est subordonné sont les suivantes :

a) la configuration complète de PC, de périphériques et d'une imprimante, la connexion internet et l'abonnement à internet, ainsi que le logiciel au service de l'activité professionnelle doivent être décrits dans le plan;

b) le plan stipule que le travailleur est libre de choisir tout ou partie du matériel décrit;

c) l'intervention de l'employeur doit être précisée pour chaque élément de l'offre;

d) l'intervention ne peut avoir lieu qu'à l'occasion de l'achat du matériel à l'état neuf;

e) l'intervention par l'employeur a lieu contre remise d'une copie certifiée conforme par le travailleur de la facture d'achat ou de la preuve de l'achat au nom du travailleur;

f) en ce qui concerne le matériel acheté antérieurement par le travailleur dans le cadre d'un plan PC privé, le plan doit stipuler qu'il ne peut être donné à nouveau suite à l'offre de l'employeur qu'au courant de la troisième année suivant celle de l'achat. »

Art. 3. L'article 396 de la loi-programme du 24 décembre 2002 et le présent arrêté produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi-programme du 24 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Artikel 19. Opdat de tussenkomst van de werkgever in het kader van een PC-privé-plan in aanmerking kan komen voor de vrijstelling als bedoeld in artikel 38, eerste lid, 17°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, moeten de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1. het aanbod van de werkgever waarmee hij zich ertoe verbindt om tussen te komen in de aankoopprijs van een geheel van PC, randapparatuur en printer, internetaansluiting en internetabonnement, alsook de voor de bedrijfsvoering dienstige software, wordt beschreven in het PC-privé-plan;

2. de voorwaarden die in het plan zijn opgenomen moeten dezelfde zijn voor alle werknemers;

3. de minimumvoorwaarden waaraan het plan moet voldoen zijn de volgende :

a) het plan moet de beschrijving geven van het geheel van PC, randapparatuur en printer, internetaansluiting en internetabonnement, alsook de voor de bedrijfsvoering dienstige software;

b) het plan bepaalt dat het de werknemer vrij staat het geheel of slechts een gedeelte van het beschreven materieel te kiezen;

c) de tussenkomst van de werkgever moet per onderdeel van het aanbod worden opgegeven;

d) de tussenkomst kan enkel geschieden bij aankoop van materieel in nieuwe staat;

e) de tussenkomst door de werkgever geschiedt tegen afgifte van een door de werknemer eensluidend verklaard afschrift van de aankoopfactuur of van het aankoopbewijs op naam van de werknemer;

f) wat de materiële betreft, die een werknemer voorheen in het kader van een PC-privé-plan heeft aangeschaft, moet het plan bepalen dat slechts in de loop van het derde jaar volgend op het jaar van aanschaf opnieuw mag worden ingegaan op een aanbod van de werkgever. »

Art. 3. Artikel 396 van de programmawet van 24 december 2002 en dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1992.

Programmawet van 24 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1323

[C — 2003/03201]

**27 MARS 2003. — Arrêté royal du 27 mars 2003
instaurant un système de déclaration électronique**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés en matière d'E-government en vue d'aboutir à une simplification des processus administratifs au profit des citoyens et des entreprises.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1323

[C — 2003/03201]

**27 MAART 2003. — Koninklijk besluit van 27 maart 2003
houdende invoering van een elektronisch systeem**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij zijne Majesteit ter ondertekening wensen voor te leggen, kadert in de vastgelegde doelstellingen inzake E-government teneinde te komen tot een vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten ten gunste van de burgers en ondernemingen.

Il est pris en application de l'article 409 de la loi-programme du 24 décembre 2002 qui permet à votre Majesté, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, d'abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur afin de rendre possibles les communications électroniques entre d'une part, les citoyens et les entreprises et, d'autre part, les pouvoirs publics, dans l'accomplissement de certaines formalités administratives.

La formalité visée en l'espèce est celle qui est imposée aux contribuables assujettis à l'impôt des personnes physiques, de remettre chaque année dans les formes et délais prescrits une déclaration au Service public fédéral Finances, en vue de déterminer leur contribution personnelle aux charges de l'Etat.

Actuellement, cette déclaration doit être transmise obligatoirement par les contribuables sous forme papier, ce qui implique dans leur chef des inconvénients liés aux risques d'erreur d'écriture ainsi qu'à l'obligation d'adresser leur déclaration par la voie postale ou de la déposer auprès du service fiscal compétent.

Depuis l'exercice d'imposition 2002, un premier pas en vue d'une utilisation accrue des moyens modernes de communication a été franchi dans le cadre du projet « Finform » qui met à la disposition du citoyen le formulaire de déclaration à l'impôt des personnes physiques via l'internet.

Ce formulaire peut être téléchargé, complété au moyen de différentes procédures d'aide destinées à éviter certaines erreurs ou oublis, et imprimé par le contribuable. Ces imprimés, joints à la formule de déclaration classique et transmis au service fiscal compétent, forment valablement la déclaration à l'impôt des personnes physiques.

Les conditions d'utilisation du système « Finform » sont fixées annuellement dans les arrêtés royaux déterminant respectivement le modèle de la partie 1 et de la partie 2 de la formule de déclaration en matière d'impôt des personnes physiques.

Constituant une avancée supplémentaire, le présent projet vise à offrir le choix au contribuable, en sus de la déclaration traditionnelle sous forme papier et de la déclaration effectuée selon le système « Finform », de transmettre sa déclaration de manière entièrement électronique au Service public fédéral Finances selon un procédé sécurisé.

L'accès au système de déclaration électronique nécessitera en effet de la part du citoyen un enregistrement préalable en ligne sur la base de questions personnalisées afin de garantir strictement son identité. Ensuite, lors de chaque utilisation du système de déclaration électronique, le contribuable devra s'authentifier sur la base d'une liste de codes secrets qui lui aura préalablement été transmise par la voie postale et dont l'un d'entre eux sera spécifiquement requis lors de sa demande de connexion. Une procédure distincte d'enregistrement et d'authentification devra également être suivie par le conjoint du contribuable en cas de déclaration commune.

Il est à noter que cette procédure d'authentification est provisoire et qu'elle sera remplacée par la carte d'identité électronique dès que cette dernière sera disponible pour tous les citoyens belges.

Le citoyen, ainsi enregistré et authentifié, aura dès lors la faculté de remplir et de transmettre sa déclaration en ligne en bénéficiant d'une assistance élaborée si des erreurs ou des oublis sont constatés lorsqu'il complète les rubriques de la déclaration. Une simulation de calcul en ligne du montant de l'impôt lui sera également offerte sur la base des éléments présents dans sa déclaration.

Une fois la transmission effectuée, le contribuable recevra une confirmation datée du dépôt de sa déclaration par le Service public fédéral Finances qu'il pourra sauvegarder sur son ordinateur à titre de preuve mais également consulter à loisir lors de chaque nouvelle connexion.

Outre le système d'enregistrement et d'authentification utilisé, la confidentialité sera assurée par divers modes de protection des connexions utilisées et de la base de données située au sein du SPF Finances. De la sorte, la protection de la vie privée du citoyen est garantie dans la mesure où seul celui-ci ainsi que les fonctionnaires du SPF Finances auront accès aux données de sa déclaration.

Pour l'exercice d'imposition 2003, seule la partie 1 de la déclaration à l'impôt des personnes physiques sera disponible selon le système de déclaration électronique décrit ci-dessus. Les dirigeants d'entreprise et les indépendants qui sont obligés de compléter la partie 2 de la déclaration ne pourront donc pas encore en bénéficier temporairement. La déclaration électronique s'effectuant à titre personnel, elle ne pourra pas non plus être réalisée pour l'instant par l'intermédiaire d'un mandataire.

Une déclaration électronique est également envisageable à bref délai pour d'autres types de déclaration, telle que la déclaration à l'impôt des sociétés.

Toepassing wordt gemaakt van artikel 409 van de programmawet van 24 december 2002 dat uwe Majesteit toelaat om, bij in Ministerraad overlegd besluit, van kracht zijnde wettelijke bepalingen in te trekken, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen, om bij de uitvoering van bepaalde administratieve formaliteiten elektronisch verkeer tussen enerzijds de burgers en de ondernemingen, en anderzijds de publieke overheden mogelijk te maken.

In dit geval betreft het de formaliteit opgelegd aan de aan personenbelasting onderworpen belastingplichtigen om jaarlijks binnen de voorgeschreven vorm en termijn een aangifte in te dienen bij de Federale Overheidsdienst Financiën teneinde hun persoonlijke bijdrage aan de overheidsuitgaven te bepalen.

Nu moet deze aangifte door de belastingplichtigen verplicht op papier worden overgemaakt, hetgeen ongemakken met zich kan brengen die verband houden met risico's op schrijffouten alsook met de verplichting om hun aangifte op de post te doen of bij de bevoegde belastingdienst af te geven.

Sinds het aanslagjaar 2002 werd een eerste stap in de richting van een toenemend gebruik van moderne communicatiemiddelen gezet in het kader van het project « Finform » waarbij de burger het formulier van de aangifte in de personenbelasting via internet ter beschikking wordt gesteld.

Dit formulier kan bij de belastingplichtige worden gedownload en ingevuld met behulp van verscheidene hulpprogramma's om vergissingen of nalatigheden te voorkomen en afgedrukt worden. Deze afdrucken, gevoegd bij het klassiek aangifteformulier en verzonden aan de bevoegde belastingdienst, maken een geldige aangifte in de personenbelasting uit.

De gebruiksvoorwaarden van het systeem « Finform » worden jaarlijks bepaald in de koninklijke besluiten die respectievelijk het model van deel 1 en deel 2 van het aangifteformulier in de personenbelasting vaststellen.

Het voorliggend ontwerp is opnieuw een stap vooruit omdat het de belastingplichtige de keuze laat om, naast de traditionele aangifte op papier en de aangifte gedaan volgens het systeem « Finform », zijn aangifte volledig elektronisch volgens een beveiligde procedure aan de Federale Overheidsdienst Financiën over te maken.

De toegang tot het systeem van de elektronische aangifte zal van de kant van de burger wel een voorafgaande registratie aan de hand van geïndividualiseerde vragen vereisen teneinde nauwkeurig zijn identiteit te waarborgen. Verder zal de belastingplichtige zich bij elk gebruik van het systeem van elektronische aangifte moeten waarmerken op basis van een lijst geheime codes die hem voorafgaand per post worden toegezonden en waarvan één ervan specifiek vereist is tijdens de aanvraag tot verbinding. Ingeval van gemeenschappelijke aangifte moet door de echtgeno(o)t(e) van de belastingplichtige ook een afzonderlijke procedure van registratie en aanmelding gevolgd worden.

Er wordt opgemerkt dat deze procedure van waarmerking voorlopig is en dat zij zal worden vervangen door de elektronische identiteitskaart vanaf het moment dat deze voor alle burgers beschikbaar is.

De burger die op die wijze geregistreerd en gewaarmerkt is, zal dan ook de mogelijkheid hebben om zijn aangifte on-line in te vullen en te verzenden, hierbij genietend van uitgewerkte bijstand indien bij het invullen van de rubrieken van de aangifte vergissingen of nalatigheden zijn vastgesteld. Op basis van de gegevens in zijn aangifte zal hem on-line ook een simulatie van de berekening van het bedrag van de belasting worden aangeboden.

Eens de overmaking gebeurd is, zal de belastingplichtige van de Federale Overheidsdienst Financiën een gedateerde bevestiging van de neerlegging van zijn aangifte ontvangen die hij als bewijs op zijn computer zal kunnen bewaren, maar die hij ook zal kunnen consulteren bij elke nieuwe verbinding.

Behalve het aangewende systeem van registratie en waarmerking, zal de vertrouwelijkheid worden verzekerd via diverse wijzen van bescherming van de gebruikte verbindingen en de gegevensbank binnen de FOD Financiën. Op die manier is de bescherming van het privé-leven van de burger gewaarborgd in de zin dat enkel hijzelf en ook de ambtenaren van de FOD Financiën toegang zullen hebben tot de gegevens van de zijn aangifte.

Voor aanslagjaar 2003 zal enkel deel 1 van de aangifte personenbelasting volgens het systeem van de elektronische aangifte beschikbaar zijn. De bedrijfsleiders en de zelfstandigen, die verplicht zijn om deel 2 van de aangifte in te vullen, zullen hiervan tijdelijk nog geen gebruik kunnen maken. De elektronische aangifte wordt gedaan ten persoonlijke titel en kan momenteel dus niet worden uitgevoerd door een tussenpersoon of mandataris.

Op korte termijn zal een elektronische aangifte ook worden voorzien voor andere soorten aangiftes, zoals de aangifte in de vennootschapsbelasting.

Conformément au dernier alinéa de l'article 409 de la loi-programme du 24 décembre 2002, le présent arrêté devra être confirmé par une loi au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Comme exposé ci-dessus, l'insertion d'un article 307*bis* nouveau dans le Code des impôts sur les revenus 1992 vise à consacrer légalement le choix offert au contribuable de transmettre sa déclaration par la voie papier ou par la voie électronique.

En ce sens, le paragraphe premier de l'article 307*bis* nouveau énonce le principe selon lequel une déclaration électronique remplie et transmise dans le respect des prescriptions d'utilisation qui lui sont propres aura les mêmes effets juridiques qu'une déclaration certifiée exacte, datée et signée selon la voie papier traditionnelle.

Il ne s'agit en effet que d'une simple alternative offerte au contribuable n'offrant pas plus d'avantages ou d'inconvénients que ceux inhérents au mode d'envoi utilisé.

Dans le même souci d'assimiler intégralement la déclaration électronique à une déclaration « papier » traditionnelle, le paragraphe 2 de l'article 307*bis* nouveau vise à garantir que toutes les dispositions ayant trait ou faisant mention de la déclaration dans le Code des impôts sur les revenus 1992 trouvent effectivement à s'appliquer à la déclaration électronique, à l'exception de celles dont la nature même implique qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à la déclaration « papier ». On peut citer à titre d'exemple d'une telle disposition l'article 307, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CIR 92, qui prévoit que :

« La déclaration est faite sur une formule dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivrée par le service désigné à cet effet par le directeur général des contributions directes. »

Article 2

La date d'entrée en vigueur du présent arrêté correspond à celle à laquelle le système de déclaration électronique sera effectivement opérationnel. Il pourra donc être utilisé en vue de la remise de la déclaration à l'impôt des personnes physiques de l'exercice d'imposition 2003.

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 21 mars 2003. Il a été tenu compte de cet avis dans la mesure où le paragraphe 2 de l'article 307*bis* nouveau a été reformulé afin de déterminer la portée des dérogations qui y sont visées.

Il n'a par contre pas paru opportun de compléter l'article 307*bis* nouveau par la mention des modalités d'utilisation propres à la déclaration électronique en vue de répondre au souhait du Conseil d'Etat de garantir la sécurité juridique. Celle-ci est en effet assurée à suffisance par l'assimilation légale de la déclaration électronique à une déclaration « papier » ainsi que par l'application de principe à la déclaration électronique de toutes les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 ayant trait ou faisant mention de la déclaration.

On peut également souligner que les modalités d'utilisation propres à la déclaration « papier » ne font pas non plus l'objet de dispositions légales spécifiques.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Overeenkomstig het laatste lid van artikel 409 van de programmawet van 24 december 2002, moet dit artikel worden bekrachtigd door een wet uiterlijk op de eerste dag van de twaalfde maand die volgt op zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Commentaar op de artikelen

Artikel 1

Zoals zonet uiteengezet vormt de invoeging van een nieuw artikel 307*bis* in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 de wettelijke bekrachtiging van de keuze die de belastingplichtige wordt geboden om zijn aangifte op papier of langs elektronische weg in te dienen.

In dit opzicht verwoordt de eerste paragraaf van het nieuwe artikel 307*bis* het principe dat een met respect voor de specifieke gebruikersinstructies ingevulde en verstuurd elektronische aangifte dezelfde juridische uitwerking heeft als een juist bevonden gedateerde en ondertekende aangifte die via de traditionele papieren weg wordt verricht.

In feite gaat het om niet meer dan een simpel alternatief dat de belastingplichtige wordt aangereikt en dat niet meer voordelen of nadelen heeft dan deze die verbonden zijn aan de gebruikte verzendingswijze.

Met diezelfde bekommernis om een elektronische aangifte volledig gelijk te stellen met een traditionele papieren aangifte wil paragraaf 2 van het nieuwe artikel 307*bis* garanderen dat alle bepalingen in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, die betrekking hebben op de aangifte of naar de aangifte verwijzen, daadwerkelijk toegepast kunnen worden op de elektronische aangifte, met uitzondering van deze waarvan de aard zelf inhoudt dat zij slechts kunnen toegepast worden op de « papieren » aangifte. Als voorbeeld van dergelijke bepaling kan artikel 307, § 1, eerste lid, WIB92, aangehaald worden dat voorziet dat :

« De aangifte wordt gedaan op een formulier, waarvan het model door de Koning wordt vastgesteld en dat wordt uitgereikt door de dienst die daartoe door de directeur-generaal van de directe belastingen werd aangewezen. »

Artikel 2

De datum van inwerkingtreding van voorliggend besluit stemt overeen met het ogenblik waarop het systeem van elektronische aangifte daadwerkelijk operationeel zal zijn. Het zal dus kunnen gebruikt worden met het oog op de verzending van de aangifte personenbelasting voor het aanslagjaar 2003.

Het advies van de Raad van State werd gegeven op 21 maart 2003. Er werd rekening gehouden met dit advies in die mate dat de tweede paragraaf van artikel 307*bis* nieuw werd geherformuleerd teneinde de draagwijdte te bepalen van de afwijkingen die er in worden beoogt.

Het is daarentegen niet opportuun gebleken de beschikking van artikel 307*bis* nieuw aan te vullen met de vermelding van de gebruiksregels eigen aan de elektronische aangifte ten einde te beantwoorden aan de wens van de Raad van State om de rechtszekerheid te vrijwaren. Deze wordt inderdaad voldoende verzekerd door de wettelijke gelijkstelling van de elektronische aangifte met de « papieren » aangifte evenals door de principiële toepassing voor de elektronische aangifte van alle bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 die betrekking hebben op of melding maken van de aangifte.

Men kan ook onderstrepen dat de gebruiksregels eigen aan de « papieren » aangifte evenmin het voorwerp van specifieke wetsbepalingen uitmaken.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe majesteit,
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

AVIS 35.107/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 18 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "instaurant un système de déclaration électronique", a donné le 21 mars 2003 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs lui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par les considérations suivantes :

— la réalisation progressive de l'E-Government doit permettre à certaines catégories de contribuables de transmettre d'ores et déjà leur déclaration en matière d'impôt des personnes physiques de manière électronique;

— cette faculté doit être mise à leur disposition à partir de l'exercice d'imposition 2003;

— il convient dès lors de mettre rapidement les contribuables en état d'opérer leur choix entre la transmission de leur déclaration à l'impôt des personnes physiques par la voie papier ou par la voie électronique et de leur annoncer au plus tôt cette possibilité par l'intermédiaire de la brochure jointe à la déclaration IPP dont l'impression ne peut prendre du retard car elle conditionne l'envoi même des déclarations IPP. »

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Compte tenu du très bref délai qui lui est imparti et du nombre d'affaires qui lui sont soumises en urgence, le Conseil d'Etat se borne aux observations qui suivent.

Fondement légal

Le rapport au Roi permet de se faire une idée relativement précise de la portée du projet d'arrêté, ainsi que de la manière dont il sera appliqué.

Il met cependant également en lumière le caractère incomplet du dispositif en projet, au point que les "dérogations" visées à l'article 307bis, § 2, en projet, du CIR ne sont pas déterminables sur le vu du paragraphe 1^{er} en projet.

L'article 307bis, en projet, du CIR, doit être complété en vue de le rendre compréhensible par lui-même et d'établir un minimum de sécurité juridique, notamment dans le domaine de la preuve (signature, date, régime des annexes, spécialement quand elles font partie intégrante de la déclaration).

Au demeurant, le renvoi par le Code des impôts sur les revenus aux indications "figurant" dans la déclaration électronique n'est, par son caractère laconique, pas juridiquement admissible : c'est au Roi qu'il appartient de régler la matière, en vertu de l'article 409 de la loi-programme du 24 décembre 2002, sous le bénéfice de la confirmation législative prévue au même article.

Formalités préalables

Le projet ayant, conformément à l'article 409, précité, été délibéré en Conseil des ministres, l'alinéa 5 du préambule doit être omis et la formule de proposition doit être remplacée par la formule suivante :

« Sur proposition de notre Ministre des Finances et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil, ».

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

J. Jaumotte, M. Baguet, conseillers d'Etat;

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,

Y. Kreins.

ADVIES 35.107/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 maart 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van een systeem van elektronische aangifte", heeft op 21 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

« L'urgence est motivée par les considérations suivantes :

— la réalisation progressive de l'E-Government doit permettre à certaines catégories de contribuables de transmettre d'ores et déjà leur déclaration en matière d'impôt des personnes physiques de manière électronique;

— cette faculté doit être mise à leur disposition à partir de l'exercice d'imposition 2003;

— il convient dès lors de mettre rapidement les contribuables en état d'opérer leur choix entre la transmission de leur déclaration à l'impôt des personnes physiques par la voie papier ou par la voie électronique et de leur annoncer au plus tôt cette possibilité par l'intermédiaire de la brochure jointe à la déclaration IPP dont l'impression ne peut prendre du retard car elle conditionne l'envoi même des déclarations IPP. »

De Raad van State, afdeling Wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Gelet op de zeer korte termijn die de Raad van State is toegemeten en op het grote aantal zaken dat hem met verzoek om spoedbehandeling is voorgelegd, beperkt hij zich tot het maken van de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Op grond van het verslag aan de Koning kan men zich een relatief duidelijk idee vormen van de strekking van het ontwerpbesluit, alsmede over de wijze waarop het zal worden toegepast.

Uit dit verslag blijkt evenwel ook duidelijk dat het ontworpen dispositief onvolledig is, zodat de "afwijkingen" waarvan sprake is in het ontworpen artikel 307bis, § 2, van het WIB, op grond van de ontworpen paragraaf 1 niet kunnen worden bepaald.

Het ontworpen artikel 307bis van het WIB moet worden aangevuld om het op zichzelf bevattelijker te maken en een minimum aan rechtszekerheid tot stand te brengen, inzonderheid op het stuk van het bewijs (ondertekening, datum, regeling voor de bijlagen, inzonderheid als ze een wezenlijk onderdeel van de aangifte vormen).

Overigens is de verwijzing in het Wetboek van de inkomstenbelastingen naar de in de elektronische aangifte "voorkomende aanduidingen", door de beknopte aard ervan, in rechte niet aanvaardbaar : krachtens artikel 409 van de programmawet van 24 december 2002 staat het aan de Koning om die aangelegenheid te regelen, onder voorrecht van de bekrachtiging bij wet waarin datzelfde artikel voorziet.

Voorafgaande vormvereisten

Aangezien het ontwerp, overeenkomstig het voormelde artikel 409, vastgesteld is na overleg in de Ministerraad, moet het vijfde lid van de aanhef vervallen en het voordrachtformulier vervangen worden door de volgende formule :

« Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers, ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

J. Jaumotte, M. Baguet, staatsraden;

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,

Y. Kreins.

**27 MARS 2003. — Arrêté royal
instaurant un système de déclaration électronique**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 24 décembre 2002, notamment l'article 409;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2003;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

— que la réalisation progressive de l'E-Government doit permettre à certaines catégories de contribuables de transmettre d'ores et déjà leur déclaration en matière d'impôt des personnes physiques de manière électronique;

— que cette faculté doit être mise à leur disposition à partir de l'exercice d'imposition 2003;

— qu'il convient dès lors de mettre rapidement les contribuables en état d'opérer leur choix entre la transmission de leur déclaration à l'impôt des personnes physiques par la voie papier ou par la voie électronique;

— que l'arrêté doit donc être pris d'urgence;

Vu l'avis 35.107/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un article 307bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code des impôts sur les revenus 1992 :

« Art. 307bis. § 1^{er}. La déclaration électronique mise à disposition par le Service Public Fédéral Finances, remplie et transmise conformément aux indications qui y figurent, est assimilée à une déclaration certifiée exacte, datée et signée visée à l'article 307, § 2.

§ 2. Les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la déclaration sont applicables à la déclaration électronique pour autant que ces dispositions ne soient pas en raison de leur nature ou de leurs modalités incompatibles avec celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 mai 2003.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

**27 MAART 2003. — Koninklijk besluit
tot invoering van een systeem van elektronische aangifte**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 24 december 2002, inzonderheid op artikel 409;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3bis, § 1, ingevoegd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid :

— dat de voortschrijdende uitvoering van E-Government aan zekere categorieën van belastingplichtigen moet toelaten vanaf nu hun aangifte inzake de personenbelasting langs elektronische weg in te dienen;

— dat deze mogelijkheid tot hun beschikking moet staan vanaf het aanslagjaar 2003;

— dat het bijgevolg past om de belastingplichtigen vlug in staat te stellen hun keuze te maken tussen de overzending van hun aangifte in de personenbelasting langs papieren weg of langs elektronische;

— dat het besluit dus bij hoogdringendheid moet worden getroffen;

Gelet op het advies 35.107/2 van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 307bis, wordt ingevoegd in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, luidende :

« Art. 307bis. § 1. De elektronische aangifte, door de Federale Overheidsdienst Financiën ter beschikking gesteld, die werd ingevuld en overgezonden overeenkomstig de daarin voorkomende aanduidingen, wordt gelijkgesteld met een gewaarmerkte, gedagtekende en ondertekende aangifte bedoeld in artikel 307, § 2.

§ 2. De bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de aangifte zijn van toepassing op de elektronische aangifte voorzover deze bepalingen omwille van hun aard of hun modaliteiten er niet strijdig zouden mee zijn.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 22 mei 2003.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1324

[C — 2003/03203]

27 MARS 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 13 du 29 décembre 1992 relatif au régime des tabacs manufacturés en matière de taxe sur la valeur ajoutée (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 58, § 1^{er}, modifié par la loi du 28 décembre 1992 et par l'arrêté royal du 8 octobre 1999;

Vu l'arrêté royal n° 13, du 29 décembre 1992, relatif au régime des tabacs manufacturés en matière de taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 8 octobre 1999;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2003 — 1324

[C — 2003/03203]

27 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 13 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor tabaksfabrikaten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 58, § 1, gewijzigd bij de wet van 28 december 1992 en bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1999;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 13 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor tabaksfabrikaten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1999;